

RAPPORT DE GESTION

AU 30 SEPTEMBRE 2018 ET AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET

POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2018 ET 2017

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société » et, avec sa filiale et ses entités en exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 14 novembre 2018 et il a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquiesce de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales directes et indirectes et les entités en exploitation de notre société en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société à l'adresse www.brookfieldinfrastructure.com, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure détient et exploite des actifs de grande qualité et de longue durée qui produisent des flux de trésorerie stables, nécessitent des investissements de maintien relativement minimes et, en raison des barrières à l'entrée et d'autres caractéristiques, dont la valeur a tendance à s'accroître au fil du temps. Nos activités actuelles se composent d'activités liées aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de données en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquiesce des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer avec des investisseurs institutionnels aux sociétés dont Brookfield Asset Management Inc. (conjointement avec ses entités affiliées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettrons l'accent sur les sociétés sur lesquelles Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement global de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des placements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par le biais d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les flux de trésorerie liés aux opérations servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir comme indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle », à la page 48, pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société se situe entre 60 % et 70 % des flux de trésorerie liés aux opérations. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons être un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 8 % de notre distribution annuelle pour la porter à 1,88 \$ par part, ou 0,47 \$ par part par trimestre, à compter de la distribution devant être payée en mars 2018. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions réalisées au cours du dernier exercice. Depuis la scission-distribution, nous avons augmenté notre distribution trimestrielle, la faisant passer de 0,18 \$ par part à 0,47 \$ par part, soit un taux de croissance annuel composé de 11 %. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une croissance de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception des normes comptables récemment adoptées décrites à la note 2, « Sommaire des méthodes comptables ». Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations de notre société comprennent les parts détenues par les porteurs de parts publiques et les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une contre une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part de notre société. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention ci-dessus, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts affectés aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements à la juste valeur et des autres éléments diffèrera des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », à la page 73, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société conformément aux normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre depuis l'adoption des normes IFRS.

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses régions. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 95 % de notre BAIIA ajusté provenant des produits tirés des activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics		
<i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution réglementée • Terminal réglementé	• Amérique du Nord et Amérique du Sud • Europe et Amérique du Sud • Asie-Pacifique
Transport		
<i>Procure des services de transport de fret, de marchandises en vrac et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Ports	• Asie-Pacifique et Amérique du Sud • Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Énergie		
<i>Systèmes qui procurent des services de transport et de stockage d'énergie</i>	• Transport et stockage d'énergie • Énergie de quartier	• Amérique du Nord • Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Infrastructures de données¹		
<i>Procure des services et des infrastructures essentiels permettant de transmettre et d'entreposer des données à l'échelle mondiale</i>	• Tours et fibre	• Europe

1. Au cours du deuxième trimestre de 2018, notre secteur Infrastructures de communications a été renommé Infrastructures de données. Aucun changement n'a concurremment été apporté aux activités qui composent ce secteur.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle », à la page 48.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Sommaire des états du résultat net				
Produits	1 167 \$	961 \$	3 224 \$	2 551 \$
Coûts d'exploitation directs	(603)	(394)	(1 479)	(1 110)
Frais généraux et administratifs	(57)	(63)	(169)	(173)
Dotation aux amortissements	(188)	(215)	(569)	(541)
Charges d'intérêts	(140)	(114)	(379)	(315)
Quote-part (de la perte) du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(32)	24	(36)	83
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	31	(18)	58	(84)
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	338	—
Charge d'impôt sur le résultat	(65)	(30)	(322)	(98)
Bénéfice net	87	151	633	332
Bénéfice net attribuable à notre société ¹	5	19	339	54
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,10) \$	(0,04) \$	0,53 \$	(0,13) \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Trimestres clos les 30 septembre 2018 et 2017

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 87 M\$, dont une tranche de 5 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 151 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 19 M\$ est attribuable à notre société. Le bénéfice net de la période a profité de la croissance interne dans la majorité de nos entreprises et des apports des nouveaux placements réalisés au cours des douze derniers mois. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par la perte d'un bénéfice découlant de la vente de notre entreprise de transport au Chili ainsi que par une charge non récurrente comptabilisée au sein de notre secteur du transport.

Les produits se sont chiffrés à 1 167 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 206 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. Notre secteur des services publics a injecté des produits additionnels de 275 M\$, en raison de l'acquisition récente d'une entreprise de distribution de gaz naturel en Colombie, des avantages conférés par l'indexation en fonction de l'inflation et de diverses initiatives de croissance, principalement en ce qui a trait à nos activités de distribution réglementée au Royaume-Uni. L'apport additionnel aux produits des initiatives de croissance interne dans nos secteurs du transport et de l'énergie s'est chiffré à 20 M\$ et à 18 M\$, respectivement, par rapport à l'exercice précédent. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change de 95 M\$ et l'incidence d'un montant de 12 M\$ lié à notre entreprise de chemins de fer en Australie en raison de la réduction des activités liées au minerai de fer de deux clients.

Les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 603 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 209 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2017. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 194 M\$ découlant de notre entreprise récemment acquise de distribution de gaz naturel en Colombie et de coûts de 40 M\$ découlant des initiatives de croissance interne mentionnées plus haut, partiellement contrebalancés par l'incidence du change de 25 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 57 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, soit une baisse de 6 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison d'une diminution du prix des parts, en partie contrebalancée par l'émission de parts de société et de parts privilégiées au cours des douze derniers mois.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 188 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, soit une baisse de 27 M\$ par rapport à l'exercice précédent, principalement attribuable à l'incidence du change.

Les charges d'intérêts se sont chiffrées à 140 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 26 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. La hausse des charges d'intérêts tient à l'émission de billets de premier rang d'une durée de cinq ans d'une valeur de 1,5 G\$ par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil en mai 2018, à l'émission de billets à moyen terme d'une valeur de 377 M\$ en septembre 2018 et aux emprunts additionnels servant à financer de nouveaux investissements et à saisir des occasions de croissance interne.

La quote-part de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à la société s'est élevée à 32 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, soit une baisse de 56 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. La baisse tient principalement à l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili en mars 2018, d'une charge non récurrente dans notre secteur du transport et de la dépréciation du real brésilien par rapport à l'exercice précédent.

Les profits liés à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevés à 31 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à des pertes de 18 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture de change au niveau de Brookfield Infrastructure, en ce qui a trait au dollar australien, à la livre sterling et à l'euro.

La charge d'impôt s'est établie à 65 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, comparativement à 30 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation tient principalement aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice et à la hausse du bénéfice imposable généré par nos activités.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017

Pour la période des neuf mois close le 30 septembre 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 633 M\$, dont une tranche de 339 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 332 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 54 M\$ est attribuable à notre société. Le bénéfice net a augmenté en raison principalement d'un profit de 209 M\$ (déduction faite de l'impôt) à la vente de notre participation dans une entreprise de transport d'électricité au Chili, de la croissance interne dans la majorité de nos entreprises, des apports des nouveaux placements réalisés au cours des douze derniers mois et des profits latents sur programme de couverture d'entreprise. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili, par une charge non récurrente comptabilisée au sein de notre secteur du transport ainsi que par l'écart de change lié principalement au real brésilien.

Les produits se sont chiffrés à 3 224 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 673 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. Notre secteur des services publics a injecté des produits additionnels de 696 M\$, en raison de l'apport des acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois. En outre, nos autres entreprises de services publics existantes ont profité de l'indexation en fonction de l'inflation et de diverses initiatives en matière de croissance interne, principalement en ce qui concerne notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni. L'apport additionnel aux produits des initiatives de croissance interne dans nos secteurs de l'énergie et du transport s'est chiffré à 53 M\$ et à 35 M\$, respectivement. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une diminution de 9 M\$ des produits en raison de la baisse des produits tirés de la construction de notre entreprise de routes à péage au Pérou, par une réduction de 15 M\$ pour notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord en raison de la faiblesse des écarts, par une baisse de 12 M\$ pour notre entreprise de chemins de fer en Australie en raison de la réduction des activités liées au minerai de fer de deux clients ainsi que par l'incidence de change de 75 M\$.

Les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 1 479 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 369 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 290 M\$ découlant de nos acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois et de coûts de 90 M\$ découlant des initiatives de croissance interne mentionnées plus haut. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une réduction de 9 M\$ des coûts attribuables à un ralentissement des activités de construction au sein de notre entreprise de routes à péage au Pérou et par l'incidence de change de 2 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 169 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, soit une baisse de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse du prix des parts, partiellement contrebalancée par l'émission de titres d'emprunt et de parts privilégiées au cours des douze derniers mois, dont le produit a été utilisé afin de financer les nouveaux investissements et les initiatives de croissance interne.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 569 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, soit une hausse de 28 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par les charges additionnelles liées aux entreprises acquises au cours du dernier exercice et par la hausse de la valeur des actifs découlant de notre processus de réévaluation annuel et des dépenses d'investissement.

Les charges d'intérêts se sont chiffrées à 379 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, ce qui représente une hausse de 64 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison de l'émission de billets de premier rang d'une durée de cinq ans d'une valeur de 1,5 G\$ par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et des emprunts additionnels servant à financer de nouveaux investissements et à saisir des occasions de croissance interne.

La quote-part de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à la société s'est élevée à 36 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, contre une quote-part du bénéfice de 83 M\$ à la période correspondante de 2017. Les résultats de la période considérée ont profité de la vigoureuse performance sous-jacente de nos entreprises associées et de nos coentreprises, en particulier celle de notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord. Ces avantages ont été plus que contrebalancés par une perte de 35 M\$ liée au reclassement de pertes de change auparavant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global à l'égard de l'entreprise de transport d'électricité au Chili, que nous avons vendue en mars, ainsi qu'à une grève des camionneurs qui a eu une incidence sur les débits de circulation de nos entreprises de routes à péage au Brésil.

Les profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture se sont élevés à 58 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à des pertes de 84 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux instruments de couverture de change au niveau de Brookfield Infrastructure, en ce qui a trait au dollar australien, à la livre sterling et à l'euro.

La charge d'impôt s'est établie à 322 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, comparativement à 98 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation tient principalement à l'impôt lié au profit à la vente d'une participation de 28 % dans notre entreprise de transport d'électricité au Chili au cours de l'exercice considéré, aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice et à la hausse du bénéfice imposable généré par nos activités.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

<u>Sommaire des mesures clés des états de la situation financière</u>	<u>Au 30 septembre 2018</u>	<u>Au 31 décembre 2017</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 144 \$	374 \$
Total de l'actif	29 332	29 477
Emprunts généraux	1 664	2 101
Emprunts sans recours	9 860	8 063
Total du passif	17 210	16 003
Capital des commanditaires	4 294	4 967
Capital du commandité	21	25
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 726	2 012
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	5 144	5 875
Porteurs de parts privilégiées	937	595

Au 30 septembre 2018, le total de l'actif s'établissait à 29,3 G\$, contre 29,5 G\$ au 31 décembre 2017. La diminution tient principalement à l'incidence du change, qui a réduit le total de l'actif de 2,2 G\$, et à la dotation aux amortissements de 0,6 G\$. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par l'incidence de l'acquisition récente d'une entreprise de distribution de gaz naturel en Colombie et d'une entreprise de routes à péage en Inde ainsi que par la croissance interne enregistrée par nos entreprises existantes.

Au 30 septembre 2018, les emprunts généraux avaient diminué pour s'établir à 1,7 G\$, comparativement à 2,1 G\$ au 31 décembre 2017. La diminution tient aux remboursements nets de 0,8 G\$ sur notre facilité de crédit générale et à l'écart de change, notre dette étant libellée en dollars canadiens, partiellement contrebalancés par l'émission de billets à moyen terme d'une valeur de 0,4 G\$ réalisée en septembre 2018.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 1,8 G\$ pour se chiffrer à 9,9 G\$ au 30 septembre 2018. Cette augmentation s'explique par l'émission de billets de premier rang d'une durée de cinq ans d'une valeur de 1,5 G\$ par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et par la hausse de 0,4 G\$ du montant net des emprunts liés aux investissements de croissance des entités en exploitation et aux acquisitions conclues au cours de l'exercice. Ces facteurs ont en partie été contrebalancés par une baisse de la dette libellée en devises, la plupart des monnaies avec lesquelles nous exerçons nos activités s'étant dépréciées par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Les capitaux propres de la société se chiffraient à 6,0 G\$ au 30 septembre 2018, comparativement à 7,0 G\$ au 31 décembre 2017, ce qui représente une baisse de 1,0 G\$. La baisse tient principalement à une perte globale de 0,3 G\$ attribuable à la société qui découle principalement de l'incidence du change, ainsi qu'à des distributions de 0,7 G\$ versées à nos porteurs de parts et à nos porteurs de parts privilégiés.

Le capital des porteurs de parts privilégiées avait augmenté de 0,3 G\$ pour atteindre 0,9 G\$ au 30 septembre 2018, une hausse qui reflète les émissions de parts privilégiées réalisées en janvier et en septembre dernier.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
				Pour les trimestres clos les 30 septembre			Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017	Variation	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Real brésilien	0,2498	0,3023	(17) %	0,2531	0,3161	(20) %	0,2774	0,3150	(12) %
Livre sterling	1,3031	1,3521	(4) %	1,3032	1,3086	— %	1,3516	1,2760	6 %
Dollar australien	0,7222	0,7809	(8) %	0,7315	0,7897	(7) %	0,7579	0,7662	(1) %

Au 30 septembre 2018, les capitaux propres de la société, qui se chiffraient à 12,1 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : real brésilien – 32 %; dollar australien – 13 %; livre sterling – 13 %; dollar américain – 13 %; autres monnaies – 29 %. Les taux de change par rapport au dollar américain ont diminué à la fin du troisième trimestre de 2018, par rapport au 31 décembre 2017, en ce qui concerne la plupart de nos placements importants libellés en monnaies autres que le dollar américain, ce qui a réduit les valeurs comptables des actifs et des passifs de nos filiales ou de nos placements dans ces régions.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres de la société en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Real brésilien	(182) \$	312 \$	(1 128) \$	14 \$
Livre sterling	(21)	40	(57)	112
Dollar australien	(42)	30	(137)	129
Autres	(55)	35	(40)	110
	(300)	417	(1 362)	365
Couvertures de change	39	(29)	28	(198)
	(261) \$	388 \$	(1 334) \$	167 \$
Attribuable aux :				
Porteurs de parts	(149) \$	181 \$	(696) \$	58 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(112)	207	(638)	109
	(261) \$	388 \$	(1 334) \$	167 \$

Pour le trimestre clos et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres de la société, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une diminution de 0,3 G\$ et de 1,3 G\$, respectivement. La diminution des capitaux propres de la société au cours du trimestre considéré est principalement attribuable à la dépréciation de 4 % du real brésilien par rapport au dollar américain au cours du trimestre.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour réduire l'exposition à la plupart des devises. Par conséquent, les variations des évaluations liées aux couvertures de change comprennent les variations de la valeur de ces instruments. Nous sommes essentiellement couverts à l'égard des monnaies australienne, britannique et européenne, et l'appréciation relative à ces couvertures de change a partiellement contrebalancé les pertes enregistrées au cours du trimestre. Nous avons également conclu des contrats de couverture en vue d'atténuer l'exposition au risque de change à l'égard du dollar canadien, du peso chilien et du peso colombien.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, le real brésilien, le dollar australien et la livre sterling se sont dépréciés par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une diminution de l'équivalent en dollars américains des produits et du bénéfice net dans ces monnaies pour la période considérée.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART

Trimestres clos	2018			2017				2016
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	1 167 \$	1 044 \$	1 013 \$	984 \$	961 \$	934 \$	656 \$	677 \$
Coûts d'exploitation directs	(603)	(467)	(409)	(399)	(394)	(373)	(343)	(396)
(Perte) bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(32)	1	(5)	35	24	36	23	106
Charges								
Intérêts	(140)	(125)	(114)	(113)	(114)	(107)	(94)	(98)
Frais généraux et administratifs	(57)	(54)	(58)	(66)	(63)	(59)	(51)	(44)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	5	80	(60)	6	(18)	(34)	(13)	76
Amortissements	(188)	(188)	(193)	(130)	(215)	(206)	(120)	(113)
Profit à la vente d'entreprises associées	—	—	338	—	—	—	—	—
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(65)	(72)	(185)	(75)	(30)	(56)	(12)	(30)
Bénéfice net	87	219	327	242	151	135	46	178
Bénéfice net attribuable à d'autres entités	107	155	205	212	156	145	50	75
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux commanditaires	(20)	64	122	30	(5)	(10)	(4)	103
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,10) \$	0,21 \$	0,42 \$	0,09 \$	(0,04) \$	(0,06) \$	(0,03) \$	0,41 \$

La croissance interne générée par l'inflation, la croissance des volumes et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats, qui viennent accroître le bénéfice tiré de nos activités courantes, de même que les nouveaux investissements. En supposant un taux de change constant, ces éléments ont contribué aux augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation, de nos charges d'intérêts et de nos amortissements. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les autres produits et charges et par le profit lié à la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili.

Globalement, nous sommes d'avis que le caractère saisonnier n'a pas une incidence importante sur nos activités, en raison principalement de la diversification de nos activités d'un point de vue géographique et sectoriel.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure définie par les normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non définies par les normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations, diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures définies par les normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le bénéfice ajusté est une mesure de la performance opérationnelle utilisée pour évaluer la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière sous-jacente de notre société. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des flux de trésorerie liés aux opérations, des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, du BAIIA ajusté, du bénéfice ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement avec les mesures définies par les normes IFRS les plus comparables à ces mesures, consulter la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » dans le présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART

Mesures clés	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice net (perte nette) ¹	5 \$	19 \$	339 \$	54 \$
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,10)	(0,04)	0,53	(0,13)
Flux de trésorerie liés aux opérations ³	278	301	905	857
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ⁴	0,71	0,81	2,31	2,32
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ⁵	209	236	729	692
Rendement du capital investi ⁶	10 %	13 %	11 %	13 %
BAIIA ajusté ⁷	369	401	1 182	1 154
Bénéfice ajusté ⁸	101	138	395	427
Bénéfice ajusté par part ⁴	0,26	0,37	1,01	1,16
Distributions par part	0,470	0,435	1,408	1,305
Taux de distribution ⁹	82 %	65 %	76 %	68 %

1. Le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux commanditaires, à la participation ne donnant pas le contrôle attribuable aux parts de société en commandite rachetables et au commandité.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, était de 276,8 millions et de 276,7 millions pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement (2017 – 262,6 millions et 260,6 millions).
3. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations.
4. Le nombre moyen de parts en circulation était de 394,2 millions et de 394,1 millions pour le trimestre et la période de neuf mois respectivement (2017 – 373,9 millions et 371,0 millions).
5. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des investissements de maintien. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.
6. Nous définissons le rendement du capital investi comme les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un rendement du capital sur les entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. L'estimation du rendement du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 se chiffre à 21 M\$ et à 68 M\$, respectivement (2017 – 23 M\$ et 56 M\$). Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres de la société et du capital investi.
7. Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
8. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice ajusté.
9. Le taux de distribution est défini comme les distributions versées par part (y compris les distributions incitatives et les distributions sur parts privilégiées du commandité), divisées par les flux de trésorerie liés aux opérations.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie liés aux opérations ont totalisé 278 M\$ (0,71 \$ par part), comparativement à des flux de trésorerie liés aux opérations de 301 M\$ (0,81 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2017. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué de 12 % par part par rapport à 2017, la croissance interne de 8 % ainsi que le bénéfice additionnel sur le capital investi au cours des douze derniers mois ayant été plus que contrebalancés par l'incidence du change, par le calendrier d'investissement du capital après l'émission de parts en septembre 2017 et par la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili. La société a versé des distributions de 0,47 \$ par part, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représente un ratio de distribution de 82 %. En supposant un taux de change constant au cours de la période, notre ratio de distribution diminuerait à 72 %, tout juste au-dessus de la fourchette cible.

Les tableaux qui suivent présentent certains postes des états du résultat net et des états de la situation financière par secteur opérationnel, sur une base proportionnelle.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS États du résultat net	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice net (perte nette) par secteur				
Services publics	67 \$	92 \$	190 \$	225 \$
Transport	(46)	29	(10)	103
Énergie	5	4	13	22
Infrastructures de données	3	2	7	7
Siège social	(24)	(108)	139	(303)
Bénéfice net	5 \$	19 \$	339 \$	54 \$
BAlIA ajusté par secteur				
Services publics	172 \$	200 \$	552 \$	533 \$
Transport	158	179	509	515
Énergie	73	62	221	211
Infrastructures de données	23	23	69	68
Siège social	(57)	(63)	(169)	(173)
BAlIA ajusté	369 \$	401 \$	1 182 \$	1 154 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur				
Services publics	130 \$	170 \$	438 \$	438 \$
Transport	119	136	389	393
Énergie	59	48	179	153
Infrastructures de données	19	19	57	57
Siège social	(49)	(72)	(158)	(184)
Flux de trésorerie liés aux opérations	278 \$	301 \$	905 \$	857 \$

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

États de la situation financière	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
Total de l'actif par secteur		
Services publics	4 729 \$	6 542 \$
Transport	6 336	6 990
Énergie	3 118	3 134
Infrastructures de données	1 064	1 049
Siège social	(767)	(1 083)
Total de l'actif	14 480 \$	16 632 \$
Dette nette par secteur		
Services publics	3 026 \$	3 252 \$
Transport	2 753	2 874
Énergie	1 317	1 328
Infrastructures de données	413	435
Siège social	930	1 739
Dette nette	8 439 \$	9 628 \$
Capitaux propres de la société par secteur		
Services publics	1 703 \$	3 290 \$
Transport	3 583	4 116
Énergie	1 801	1 806
Infrastructures de données	651	614
Siège social	(1 697)	(2 822)
Capitaux propres de la société	6 041 \$	7 004 \$

INFORMATION SECTORIELLE

Dans cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, l'énergie et les infrastructures de données. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte les participations de Brookfield Infrastructure dans des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 76, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société conformément aux normes IFRS.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises de services publics réglementés, y compris le transport (gaz naturel et électricité), la distribution (raccordements à l'électricité et au gaz naturel) et un terminal réglementé (terminal d'exportation de charbon). Ces entreprises enregistrent des rendements au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme ou des cadres de contrôle des prix. Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes de temps prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation. En outre, compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés des activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, nos objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 2 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel au Brésil.
- Environ 2 200 kilomètres de lignes de transport en exploitation en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, de même que 2 600 kilomètres additionnels de nouveaux projets pour le transport d'électricité en voie d'aménagement en Amérique du Sud.

Distribution réglementée

- Environ 6,5 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel, et environ 1,1 million de compteurs intelligents acquis.

Terminal réglementé

- L'un des plus grands terminaux d'exportation de charbon métallurgique dans le monde, avec une capacité de 85 millions de tonnes par année (« Mtpa »).

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Base tarifaire	4 505 \$	5 624 \$	4 505 \$	5 624 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	130	170	438	438
Investissements de maintien	(4)	(4)	(13)	(10)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	126 \$	166 \$	425 \$	428 \$
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	11 %	11 %	11 %	11 %

1. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée dans le temps.

3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence des produits liés aux raccordements dans notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, notre secteur des services publics a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 130 M\$, comparativement à 170 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations reflètent la croissance interne de 4 % qui découle principalement des avantages du nombre important de raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, de l'indexation en fonction de l'inflation et du capital pris en compte dans notre base tarifaire dans l'ensemble de nos entreprises. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili, par l'augmentation des coûts d'emprunt découlant du financement récemment complété de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et par l'incidence du change.

Le tableau suivant présente notre quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Transport réglementé	69 \$	105 \$	251 \$	246 \$	53 \$	97 \$	210 \$	213 \$
Distribution réglementée	77	70	222	210	60	57	177	175
Terminal réglementé	26	25	79	77	17	16	51	50
Total	172 \$	200 \$	552 \$	533 \$	130 \$	170 \$	438 \$	438 \$

1. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés respectivement à 69 M\$ et à 53 M\$, contre 105 M\$ et 97 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité de la croissance interne liée à l'indexation en fonction de l'inflation et aux ajouts à notre base tarifaire. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili, par le financement récemment complété de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et par l'incidence du change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées à la distribution réglementée se sont chiffrés respectivement à 77 M\$ et à 60 M\$, contre 70 M\$ et 57 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2017. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité d'ajouts à la base tarifaire, d'une augmentation des produits tirés des raccordements et de l'indexation en fonction de l'inflation au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, ainsi que de l'apport initial de notre entreprise de distribution réglementée de gaz naturel en Colombie acquise en juin. Ces résultats positifs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change imputable à la diminution des taux contractuels à l'égard de nos couvertures de la livre sterling.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les activités liées au terminal réglementé ont enregistré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 26 M\$ et de 17 M\$, respectivement, comparativement à 25 M\$ et à 16 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2017. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des avantages conférés par l'indexation en fonction de l'inflation et les ajouts à notre base tarifaire.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre quote-part de la base tarifaire.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Base tarifaire au début de la période	4 583 \$	5 553 \$	5 638 \$	3 788 \$
Acquisitions	—	—	63	1 498
Cessions	—	—	(969)	—
Dépenses d'investissement mises en service	78	119	326	223
Inflation et autre indexation	39	14	64	34
Amortissement réglementaire	(47)	(11)	(67)	(36)
Écart de change et autres	(148)	(51)	(550)	117
Base tarifaire à la fin de la période	4 505 \$	5 624 \$	4 505 \$	5 624 \$

Notre base tarifaire a diminué par rapport à l'exercice précédent, puisque les avantages conférés par l'acquisition d'une entreprise de distribution réglementée de gaz naturel en Colombie, par les nouveaux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et par la mise en service de 1 600 kilomètres de lignes de transport au Brésil ont été plus que contrebalancés par la cession de notre entreprise de transport d'électricité au Chili et par l'incidence du change.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Carnet d'investissements au début de la période	877 \$	910 \$	1 140 \$	761 \$
Incidence des ventes d'actifs	—	—	(124)	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	88	111	260	397
Moins : dépenses d'investissement	(102)	(148)	(301)	(344)
Écart de change et autres	(32)	(19)	(144)	40
Carnet d'investissements à la fin de la période	831	854	831	854
Travaux de construction en cours	175	301	175	301
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 006 \$	1 155 \$	1 006 \$	1 155 \$

Au 30 septembre 2018, le carnet d'investissements se chiffrait à 831 M\$, contre 1 140 M\$ au 31 décembre 2017. Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des deux à trois prochaines années. Le total du carnet d'investissements a diminué en raison de la mise en service réussie de raccordements et de compteurs intelligents au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et de l'incidence du change. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et notre réseau de transport d'électricité au Brésil ont fourni l'apport le plus important à nos projets d'investissement devant être mis en service dans la base tarifaire, leurs projets totalisant 720 M\$ et 230 M\$, respectivement.



Transport

Notre secteur du transport est composé de réseaux d'accès libre qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention du fret, de marchandises en vrac et de passagers pour lesquels nous touchons une redevance d'accès ou sommes rémunérés pour services rendus. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises fixant des prix plafonds du fait de la réglementation, comme nos activités ferroviaires et nos activités liées aux routes à péage, de même que d'entreprises non réglementées, comme nos ports. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de notre secteur des services publics, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 85 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés des contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Chemins de fer

- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Sud.

Routes à péage

- Environ 3 900 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Chili, au Pérou et en Inde.

Ports

- 37 terminaux portuaires situés en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Australie et partout en Europe.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur du transport.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Investissements de croissance	73 \$	86 \$	158 \$	259 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	41 %	43 %	42 %	44 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	119	136	389	393
Investissements de maintien	(35)	(32)	(107)	(95)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	84 \$	104 \$	282 \$	298 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. Elle est calculée déduction faite des produits tirés des projets de construction et des coûts qui sont engagés au sein de notre entreprise de routes à péage au Pérou pendant la construction de nos routes à péage. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, notre secteur du transport a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 119 M\$, comparativement à 136 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. En supposant un taux de change constant, les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 6 % par rapport à l'exercice précédent, alors que les résultats sous-jacents ont bénéficié des avantages conférés par les hausses de tarifs en fonction de l'inflation dans la majorité de nos entreprises et par un accroissement des volumes liés aux activités agricoles de nos entreprises de chemins de fer en Australie et au Brésil. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés par les incidences d'une baisse des volumes de nos clients du secteur minier en Australie, de l'expiration de l'accord de concession visant l'une de nos routes étatiques au Brésil et d'une dépréciation de 20 % du real brésilien.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Chemins de fer	60 \$	67 \$	199 \$	200 \$	45 \$	47 \$	152 \$	147 \$
Routes à péage	76	85	241	243	56	68	178	185
Ports	22	27	69	72	18	21	59	61
Total	158 \$	179 \$	509 \$	515 \$	119 \$	136 \$	389 \$	393 \$

1. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 60 M\$ et de 45 M\$, respectivement, contre 67 M\$ et 47 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué par rapport à l'exercice précédent, alors que l'incidence positive de l'accroissement des volumes liés aux activités agricoles de nos entreprises au Brésil et en Australie a été plus que contrebalancée par une baisse des volumes de production minière de notre entreprise en Australie ainsi que par l'incidence de change à la conversion en dollars américains des résultats de nos entreprises au Brésil.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 76 M\$ et de 56 M\$, respectivement, contre 85 M\$ et 68 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué par rapport à l'exercice précédent, puisque les avantages conférés par les hausses de tarifs en fonction de l'inflation au sein de nos entreprises de routes à péage au Chili et au Brésil ont été plus que contrebalancés par la restitution de l'une de nos concessions étatiques par notre entreprise au Brésil ainsi que par le raffermissement du dollar américain par rapport au real brésilien.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nos activités portuaires ont généré un BAIIA ajusté de 22 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 18 M\$, comparativement à 27 M\$ et à 21 M\$, respectivement, pour 2017. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué par rapport à l'exercice précédent, puisque l'avantage conféré par une hausse des volumes au sein de notre terminal à conteneurs en Australie a été plus que contrebalancé par la baisse des volumes au sein de nos entreprises en Europe et en Amérique du Nord.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Carnet d'investissements au début de la période	599 \$	670 \$	637 \$	721 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	57	45	171	181
Moins : dépenses d'investissement	(73)	(86)	(158)	(259)
Écart de change et autres	(29)	(50)	(96)	(64)
Carnet d'investissements à la fin de la période	554	579	554	579
Travaux de construction en cours	152	275	152	275
Total des projets d'investissement devant être mis en service	706 \$	854 \$	706 \$	854 \$

Au 30 septembre 2018, le carnet d'investissements se chiffrait à 554 M\$, contre 637 M\$ au 31 décembre 2017. Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation ainsi qu'au creusage de mouillages plus profonds et à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos ports. Le carnet d'investissements a diminué, puisque les projets d'investissement obtenus en 2018 ont été plus que contrebalancés par les dépenses d'investissement engagées au cours de la période et par l'incidence du change. Nos entreprises de routes à péage en Amérique du Sud et notre entreprise de chemin de fer au Brésil sont les entreprises dont l'apport aux projets d'investissement devant être mis en service devrait être le plus important, avec des investissements respectifs d'environ 600 M\$ et 75 M\$.



Énergie

Notre secteur de l'énergie est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de stockage et de distribution. La rentabilité se fonde sur les volumes et les prix obtenus lors de la fourniture de ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme notre entreprise de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires, de même que d'entreprises essentiellement non réglementées, comme notre entreprise d'énergie de quartier. Les entreprises du secteur de l'énergie doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Notre secteur de l'énergie devrait tirer profit de la hausse prévue de la demande pour de l'énergie. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables.

Pour notre secteur de l'énergie, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à satisfaire leurs besoins de croissance en augmentant l'utilisation de nos actifs et en développant notre capacité par une utilisation efficace des capitaux. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté, ainsi que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur de l'énergie se compose des éléments suivants :

Activités de transport et de stockage

- Environ 15 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel.
- Stockage de gaz naturel d'environ 600 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») aux États-Unis et au Canada.

Activités liées à l'énergie de quartier

- Services de chauffage et de refroidissement offerts aux clients à partir de systèmes centralisés comprenant des usines de chauffage pouvant livrer 3 215 000 livres par heure de vapeur, des systèmes centralisés de distribution de gaz et de cogénération pour le chauffage, le refroidissement et l'énergie, une capacité de refroidissement contractuelle de 295 000 tonnes et environ 23 100 raccordements pour les services de distribution de gaz naturel et d'eau et de collection d'eaux usées.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur de l'énergie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Investissements de croissance	22 \$	17 \$	71 \$	63 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	50 %	47 %	51 %	53 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	59	48	179	153
Investissements de maintien	(27)	(26)	(47)	(51)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	32 \$	22 \$	132 \$	102 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. Elle est calculée déduction faite des produits tirés des projets de construction et des coûts qui sont engagés au sein de notre entreprise de routes à péage au Pérou pendant la construction de nos routes à péage. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, notre secteur de l'énergie a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 59 M\$, comparativement à 48 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité de l'apport additionnel de la hausse des volumes de notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord et de nouveaux raccordements de clients au sein de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Transport et stockage d'énergie	57 \$	46 \$	179 \$	170 \$	45 \$	35 \$	142 \$	119 \$
Énergie de quartier	16	16	42	41	14	13	37	34
Total	73 \$	62 \$	221 \$	211 \$	59 \$	48 \$	179 \$	153 \$

1. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nos activités liées au transport et au stockage d'énergie ont généré un BAIIA ajusté de 57 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 45 M\$, comparativement à 46 M\$ et à 35 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2017. Le BAIIA ajusté a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des volumes de transport entraînée par un niveau d'activité accru dans le bassin Permien et d'une baisse des charges d'intérêts à la suite d'un refinancement en 2017 au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nos activités liées à l'énergie de quartier ont généré un BAIIA ajusté de 16 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 14 M\$, comparativement à 16 M\$ et à 13 M\$, respectivement, pour la période comparative. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de six nouveaux raccordements de clients en Amérique du Nord, ce qui a accru les volumes liés aux services de refroidissement de 16 % par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Carnet d'investissements au début de la période	219 \$	125 \$	143 \$	147 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	35	—	169	24
Moins : dépenses d'investissement	(22)	(17)	(71)	(63)
Écart de change et autres	(12)	(3)	(21)	(3)
Carnet d'investissements à la fin de la période	220	105	220	105
Travaux de construction en cours	120	59	120	59
Total des projets d'investissement devant être mis en service	340 \$	164 \$	340 \$	164 \$

Au 30 septembre 2018, le carnet d'investissements se chiffrait à 220 M\$, contre 143 M\$ au 31 décembre 2017. Le carnet d'investissements a augmenté en raison de l'ajout de la seconde phase du projet d'inversion sur la côte du golfe du Mexique. Les première et seconde phases de ce projet d'expansion sont soutenues par deux contrats de 20 ans visant 300 000 à 385 000 décathermes par jour conclus avec un important exploitant de LGN. Nous avons terminé la première phase du projet d'expansion sur la côte du golfe du Mexique dans les délais prévus et à un coût correspondant au budget établi. L'apport de ce projet au BAIIA annuel se chiffrera à 48 M\$ (montant net de 24 M\$ pour BIP). Le total des projets d'investissement devant être mis en service comprend un investissement de 265 M\$ dans nos activités de transport et de stockage d'énergie et un investissement de 75 M\$ dans notre secteur de l'énergie de quartier.

Événements récents

Brookfield Infrastructure mène des discussions bilatérales avancées en vue de l'acquisition d'un gazoduc de 1 500 kilomètres en Inde. Ce gazoduc très bien situé s'approvisionne à même un prolifique bassin et traverse le pays d'est en ouest. Il fournira également une source de flux de trésorerie stable en vertu d'un contrat d'achat ferme d'une durée de 20 ans. Si cette acquisition est conclue, le total des capitaux propres investis par Brookfield Infrastructure et ses partenaires institutionnels sera d'approximativement 1 G\$ (quote-part revenant à la société d'approximativement 200 M\$).



Infrastructures de données

Notre secteur d'infrastructures de données fournit des services et des infrastructures essentiels aux secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications. Ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à long terme assortis d'un mécanisme d'augmentation des tarifs. Nos activités liées aux télécommunications peuvent être divisées en deux secteurs : i) l'hébergement de sites de télécommunications et ii) le commerce en gros de réseaux résidentiels à fibre optique. Dans les deux secteurs, nos clients s'acquittent de frais payables à l'avance et/ou de frais récurrents afin de louer de l'espace sur nos tours et d'y installer leur matériel ou de louer de la capacité sur notre réseau de fibre optique pour offrir à leurs clients un service à large bande ultra-rapide. Les clients de nos services de radiodiffusion nous versent des frais en contrepartie de la transmission de contenu télévisuel et radiophonique aux utilisateurs finaux.

L'objectif principal de ce secteur consiste à tirer avantage d'une demande accrue pour la densification de la part des exploitants de réseaux mobiles et à acquérir des tours et d'autres infrastructures jugées non essentielles par ces exploitants. Notre performance peut être mesurée grâce à la croissance de notre BAIIA ajusté.

Le secteur est composé d'environ 7 000 tours à fonctions multiples et sites actifs installés sur des toits et de 5 000 kilomètres d'infrastructure de fibre situés en France.

Ces activités produisent des flux de trésorerie stables qui évoluent avec l'inflation et qui sont fondés sur des contrats à long terme (habituellement de dix ans dans le secteur des télécommunications et de cinq ans dans le secteur de la radiodiffusion) conclus avec des clients de premier plan en France.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des principales mesures pour notre secteur des infrastructures de données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Investissements de croissance	9 \$	11 \$	32 \$	28 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	55 %	56 %	56 %	56 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	19	19	57	57
Investissements de maintien	(3)	(3)	(9)	(9)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	16 \$	16 \$	48 \$	48 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

2. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur des infrastructures de données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
BAIIA ajusté ¹	23 \$	23 \$	69 \$	68 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	19	19	57	57

1. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations du secteur des infrastructures de données sont demeurés stables par rapport à la période comparative, l'avantage des nouveaux points de présence ajoutés à notre portefeuille de tours de communications ayant été contrebalancé par l'incidence du change.

Au 30 septembre 2018, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à environ 220 M\$, contre environ 220 M\$ au 31 décembre 2017. L'augmentation tient principalement à l'obtention de contrats liés au déploiement de la fibre jusqu'au domicile dans le nord-est de la France.

Événements récents

En juin 2018, Brookfield et ses partenaires institutionnels ont signé une entente visant l'acquisition d'une participation effective de 29 % dans l'entreprise de centres de données en colocation de détail de AT&T pour 1,1 G\$ (quote-part des capitaux propres revenant à la société d'approximativement 160 M\$). Le portefeuille comprend 31 centres de données en colocation de détail dans 25 marchés à l'échelle mondiale, qui desservent une clientèle diversifiée composée d'approximativement 1 100 sociétés dans une multitude de secteurs partout dans le monde. Cette transaction devrait se conclure en 2018 et elle demeure assujettie à certaines conditions de clôture et aux approbations réglementaires habituelles.

Au troisième trimestre de 2018, Brookfield Infrastructure a signé une entente avec un partenaire stratégique visant l'acquisition d'une participation leur conférant le contrôle commun dans Ascenty, le principal exploitant de centres de données à grande échelle en Amérique du Sud, pour 2 G\$. Brookfield Infrastructure et ses partenaires institutionnels investiront 750 M\$ (quote-part des capitaux propres revenant à la société d'approximativement 200 M\$) et prévoient conclure cette transaction, ainsi que l'acquisition de notre entreprise de centres de données aux États-Unis, d'ici la fin de 2018.



Siège social

Le tableau qui suit présente, sur une base proportionnelle, les éléments du secteur Siège social.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
BAIIA ajusté ¹	(57) \$	(63) \$	(169) \$	(173) \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	(49)	(72)	(158)	(184)

1. Mesure non définie par les normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations de notre secteur Siège social ont correspondu à des pertes de 57 M\$ et de 49 M\$, respectivement, contre des pertes de 63 M\$ et de 72 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. La diminution des honoraires de gestion, l'augmentation du bénéfice lié à notre portefeuille d'actifs financiers, qui tiennent à l'excédent de trésorerie investi après la vente de la participation dans notre entreprise de transport au Chili, et la diminution des coûts de financement en raison de soldes moyens de la dette nette moins élevés sont les principaux facteurs qui expliquent l'augmentation du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations par rapport à l'exercice précédent.

En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base de 55 M\$ ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison d'une diminution du cours des parts de notre société et de l'incidence des liquidités additionnelles provenant de notre programme de réinvestissement du capital.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de notre base d'actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure de capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés publics et aux marchés des capitaux privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monnayer et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de verser des dividendes à notre société. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 septembre 2018 se composaient de ce qui suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
Trésorerie et actifs financiers généraux	734 \$	205 \$
Facilité de crédit générale consentie	1 975	1 975
Facilité de crédit générale subordonnée	500	500
Prélèvements sur la facilité de crédit générale	—	(789)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(52)	(47)
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises	428	392
Quote-part du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	749	629
Liquidités à l'échelle du groupe	4 334 \$	2 865 \$

Au 30 septembre 2018, nous étions d'avis que les liquidités à l'échelle du groupe étaient suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 4,3 G\$, ce qui représente une hausse comparativement à 2,9 G\$ au 31 décembre 2017. La hausse tient principalement au produit reçu à la vente de la participation de la société dans notre entreprise de transport d'électricité au Chili qui a servi au remboursement de prélèvements sur la facilité de crédit générale ainsi qu'à l'émission de billets à moyen terme et de parts privilégiées au cours de l'exercice.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités. Sur une base proportionnelle, au 30 septembre 2018, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	2018	2019	2020	2021	2022	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux	5	97 \$	— \$	290 \$	— \$	348 \$	929 \$	1 664 \$
Total des emprunts avec recours	5	97	—	290	—	348	929	1 664
Emprunts sans recours¹								
Services publics								
Transport réglementé	7	2	23	15	2	3	486	531
Distribution réglementée	11	3	20	8	22	35	1 514	1 602
Terminal réglementé	4	—	—	153	297	168	376	994
	8	5	43	176	321	206	2 376	3 127
Transport								
Chemins de fer	5	3	35	104	115	165	645	1 067
Routes à péage	8	31	148	124	174	187	759	1 423
Ports	3	4	100	235	104	11	57	511
	7	38	283	463	393	363	1 461	3 001
Énergie								
Transport et stockage d'énergie	9	4	—	6	—	350	737	1 097
Énergie de quartier	12	1	2	38	3	3	212	259
	9	5	2	44	3	353	949	1 356
Infrastructures de données								
Infrastructures de télécommunications	5	—	—	109	—	147	197	453
	5	—	—	109	—	147	197	453
Total des emprunts sans recours¹	8	48	328	792	717	1 069	4 983	7 937
Total des emprunts²	7	145 \$	328 \$	1 082 \$	717 \$	1 417 \$	5 912 \$	9 601 \$
Trésorerie conservée dans les entreprises								
Services publics								101 \$
Transport								248
Énergie								39
Infrastructures de données								40
Siège social								734
Total de la trésorerie conservée								1 162 \$
Dette nette								
Services publics								3 026 \$
Transport								2 753
Énergie								1 317
Infrastructures de données								413
Siège social								930
								8 439 \$
Total de la dette nette		2 %	3 %	11 %	7 %	15 %	62 %	100 %

1. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
2. Au 30 septembre 2018, environ 27 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe; les échéances de la dette à taux variable sont ainsi réduites à quelque 24 % du total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les échéances de la dette à taux variable correspondent approximativement à 22 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de nos emprunts est de sept ans. Sur une base proportionnelle, notre ratio d'endettement net au 30 septembre 2018 était de 51 %. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 4,9 % pour l'ensemble des entreprises (30 septembre 2017 – 4,6 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, de l'énergie, des infrastructures de données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 4,3 %, à 6,6 %, à 5,4 %, à 2,7 % et à 3,9 % (30 septembre 2017 – 3,9 %, 6,5 %, 5,2 %, 2,6 % et 3,6 %).

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette proportionnelle, une mesure de la liquidité non définie par les normes IFRS, et de la dette consolidée.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
Dette consolidée	11 524 \$	10 164 \$
Ajouter : quote-part de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	171	837
Transport	1 245	1 291
Énergie	929	929
Infrastructures de données	451	467
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(4 298)	(3 028)
Prime sur la dette et swaps de devises	(421)	(435)
Dette proportionnelle	9 601 \$	10 225 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2018.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Paielements échéant par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	892 \$	28 \$	16 \$	183 \$	1 119 \$
Emprunts généraux	97	—	639	928	1 664
Emprunts sans recours	320	459	4 257	4 899	9 935
Passifs financiers	114	12	59	1 003	1 188
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux	54	53	137	10	254
Emprunts sans recours	470	409	1 028	1 517	3 424

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 220 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société au 30 septembre 2018, majorés de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles à l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaie locale.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 septembre 2018.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Couvertures d'investissement net									
	USD	AUD	GBP	BRL	CLP	CAD	EUR	COP	PEN	INR
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	823 \$	1 360 \$	1 157 \$	2 233 \$	63 \$	(846) \$	906 \$	142 \$	119 \$	84 \$
Contrats de change – \$ US	3 684	(1 360)	(1 157)	—	(63)	(151)	(873)	(69)	(11)	—
Position nette non couverte – \$ US	4 507 \$	— \$	— \$	2 233 \$	— \$	(997) \$	33 \$	73 \$	108 \$	84 \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	100 %	100 %	— %	100 %	s.o.	96 %	49 %	9 %	— %

Au 30 septembre 2018, 75 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, nous avons comptabilisé des profits dans le résultat global de 14 M\$ (30 septembre 2017 – pertes de 72 M\$) relativement à ces contrats.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société possède une facilité de crédit renouvelable consentie de 1,975 G\$ qui peut être utilisée aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. La facilité n'est pas une source permanente de capitaux : elle vise plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elle a été utilisée par le passé.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations de notre quote-part de la trésorerie pour l'exercice.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux opérations	278 \$	301 \$	905 \$	857 \$
Investissements de maintien	(69)	(65)	(176)	(165)
Fonds disponibles aux fins de distribution (flux de trésorerie liés aux opérations ajustés)	209	236	729	692
Distributions versées	(229)	(196)	(686)	(586)
Fonds disponibles aux fins de réinvestissement	(20)	40	43	106
Investissements de croissance	(206)	(262)	(562)	(694)
Financement par emprunt des investissements de croissance	95	152	305	371
Prélèvements (remboursements) sur la dette sans recours	(68)	(33)	305	(110)
Nouveaux placements, déduction faite des cessions	(60)	(25)	836	(1 675)
Prélèvements (remboursements) sur la facilité de crédit générale	—	(703)	(789)	71
Émission de parts de société en commandite	4	977	12	988
Produit de l'émission de titres d'emprunt	377	—	377	537
Produit des émissions de parts privilégiées	185	—	342	220
Incidence des fluctuations des devises	(44)	—	(180)	(40)
Variations du fonds de roulement et autres	(37)	(2)	(124)	(55)
Variation de la quote-part de la trésorerie	226	144	565	(281)
Quote-part de la trésorerie d'ouverture	936	407	597	832
Quote-part de la trésorerie de clôture	1 162 \$	551 \$	1 162 \$	551 \$

Nous présentons les flux de trésorerie générés par nos entreprises sur une base proportionnelle puisque plus de 40 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations proviennent de placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers. La société prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas par conséquent un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse, moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entité), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne puisse être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout placement non consolidé.

Le tableau qui suit présente l'importance des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés par les placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers, ainsi qu'un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	337 \$	375 \$	986 \$	972 \$
Ajouter : flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises associées et des coentreprises	125	150	409	427
Déduire :				
Distributions reçues d'entreprises associées et de coentreprises	(8)	(4)	(28)	(42)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(249)	(244)	(828)	(601)
	205	277	539	756
Moins : investissements de maintien	(69)	(65)	(176)	(165)
Impôt payé à la cession de l'entreprise de transport d'électricité au Chili	—	—	256	—
Variation des éléments du fonds de roulement et autres	73	24	110	101
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	209 \$	236 \$	729 \$	692 \$

1. En déduisant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut présenter les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés attribuables à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » à la page 67.
2. Le bénéfice net est la mesure définie par les normes IFRS qui se rapproche le plus des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés. Toutefois, comme nous croyons qu'il peut être utile à l'occasion de présenter un autre rapprochement, nous avons présenté ce rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS », à la page 67, pour consulter le rapprochement des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et du bénéfice net.

En matière de gestion de la trésorerie, la société gère ses réserves de façon à minimiser l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société se situe entre 60 % et 70 % des flux de trésorerie liés aux opérations. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons être un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux opérations	278 \$	301 \$	905 \$	857 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	209	236	729	692
Distributions (aux porteurs de parts de commanditaire et de parts privilégiées et distributions incitatives)	229	196	686	586
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations	82 %	65 %	76 %	68 %

La distribution annuelle de la société est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- Les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part revenant à la société des flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos actifs.
- Les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société à financer les dépenses d'investissement engagées.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des acquisitions, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société passe en revue les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, de l'énergie et des infrastructures de données.
- Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 % fixé par notre société. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de la société. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec la société au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de rendement, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de la société, qui sont responsables de superviser les activités de la société et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de la société. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille et étudiera l'ensemble des actifs en alternance, tous les trois ans. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur, aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services de l'un des quatre grands cabinets comptables pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs.

En 2017, des examens ont été menés à l'égard de certaines activités qui constituent collectivement approximativement 60 % des flux de trésorerie liés aux opérations de notre société. Les résultats des deux missions menées par les cabinets confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable. En 2018, la société entend examiner le reste de ses activités existantes et elle s'efforcera d'examiner les activités des entreprises récemment acquises au cours des deux à trois ans suivant l'acquisition.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	102 \$	148 \$	301 \$	344 \$
Transport	73	86	158	259
Énergie	22	17	71	63
Infrastructures de données	9	11	32	28
	206 \$	262 \$	562 \$	694 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 206 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui représente une baisse comparativement à 262 M\$ pour la période correspondante de 2017. La baisse des investissements de croissance tient principalement à l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili et à l'achèvement d'importants projets au sein de nos entreprises de chemins de fer et de routes à péage en Amérique du Sud au second semestre de 2017.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Investissements réels			
			Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	Plancher	Plafond	2018	2017	2018	2017
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	15 \$	20 \$	4 \$	4 \$	13 \$	10 \$
Transport	125	135	35	32	107	95
Énergie	60	70	27	26	47	51
Infrastructures de données	10	15	3	3	9	9
	210 \$	240 \$	69 \$	65 \$	176 \$	165 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, les investissements de maintien se sont chiffrés à 69 M\$, ce qui représente une augmentation de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de 2017. L'augmentation des investissements de maintien s'est produite principalement dans notre secteur du transport en raison des projets achevés de nos entreprises de chemins de fer et de routes à péage en Amérique du Sud qui ont nécessité des dépenses accrues. Nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 210 M\$ et 240 M\$, soit entre 15 M\$ et 20 M\$ pour les services publics, entre 125 M\$ et 135 M\$ pour le transport, entre 60 M\$ et 70 M\$ pour l'énergie, et entre 10 M\$ et 15 M\$ pour les infrastructures de données. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, nos investissements de maintien se situent dans la fourchette estimative trimestrielle totale. Notre société se fonde sur les données du secteur et les données de comparaisons fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	337 \$	375 \$	986 \$	972 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(365)	(264)	(42)	(5 159)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	402	(100)	(129)	3 876

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 septembre 2018 et 2017

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 0,3 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, ce qui est comparable au montant enregistré pour l'exercice précédent.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 0,1 G\$ pour atteindre 0,4 G\$ en 2018, en raison principalement de l'acquisition d'une entreprise de routes à péage en Inde au cours de la période considérée, facteur partiellement contrebalancé par la réduction des investissements dans des actifs financiers.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont chiffrés à 0,4 G\$ en 2018, contre des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 0,1 G\$ en 2017. L'augmentation tient principalement à des emprunts nets de 1,0 G\$, à l'émission de parts privilégiées d'une valeur de 0,2 G\$ en septembre 2018 et au capital additionnel de 0,3 G\$ fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, déduction faite des distributions. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par des émissions additionnelles de titres de capitaux propres de 1,0 G\$ à l'exercice précédent.

CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	115 824 992	115 824 992
Parts de commandité spécial	1 600 410	1 600 410
Parts de commandité gestionnaire	276 878 576	276 572 900
Total	394 303 978	393 998 302

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite dépassent 0,203 \$ par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,22 \$ par part.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite dépassent 0,22 \$ par part, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des distributions incitatives de 34 M\$ et de 102 M\$, respectivement, ont été versées au commandité spécial (2017 – 28 M\$ et 84 M\$).

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 7 801 M\$ et à 7 760 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS », à la page 67, pour plus de détails.

VALEUR D'ENTREPRISE

La rubrique qui suit présente de l'information pour aider les utilisateurs à calculer la valeur d'entreprise de notre société.

Valeur d'entreprise

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la valeur de marché de notre société, majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la dette, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
Parts de société en circulation à la fin de la période ¹	394,3	394,0
Prix ²	39,3949 \$	44,9200 \$
Capitalisation boursière	15 533	17 698
Parts privilégiées ³	937	595
Quote-part de la dette nette ⁴	8 439	9 628
Valeur d'entreprise	24 909 \$	27 921 \$

1. Comprend les parts du commanditaire, les parts du commandité et les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield.

2. Le calcul de la valeur de marché de notre société repose sur le prix par part, soit le prix par part calculé selon le cours moyen de nos parts, pondéré en fonction du volume, négociées à la Bourse de New York au cours des cinq derniers jours de bourse d'une période.

3. Parts privilégiées présentées dans les états consolidés de la situation financière de Brookfield Infrastructure.

4. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour un rapprochement détaillé de la dette nette proportionnelle de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-dessous avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités en exploitation.

a) Transactions avec la société mère immédiate

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société conformément à la convention de société en commandite. Un montant inférieur à 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 (2017 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

b) Transactions avec d'autres parties liées

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (les « fournisseurs de services »), qui sont des filiales entièrement détenues par Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre au fournisseur de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 55 M\$ et à 163 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 (2017 – 61 M\$ et 166 M\$). Au 30 septembre 2018, une somme de 55 M\$ était à payer au fournisseur de services (31 décembre 2017 – 64 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield détenues dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires des services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du montant de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire des services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités.

Au 30 septembre 2018, une somme de moins de 1 M\$ était à payer au fournisseur de services à l'égard de frais généraux et administratifs et de charges liées aux acquisitions engagés auprès de tiers qui ont été payés par Brookfield au nom de Brookfield Infrastructure (2017 – néant). Ces charges ont été imputées au coût à Brookfield Infrastructure.

Au 30 septembre 2018, Brookfield Infrastructure avait un solde à recevoir de 20 M\$ de la part de filiales de Brookfield (31 décembre 2017 – 20 M\$) et des emprunts de 73 M\$ auprès de filiales de Brookfield (31 décembre 2017 – 75 M\$). Les emprunts sont remboursables en totalité entre 2018 et 2026, et leurs taux d'intérêt vont de 3,8 % à 8,5 % par année.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des fonds en dépôt auprès de Brookfield. Au 30 septembre 2018, le solde des dépôts de Brookfield Infrastructure auprès de Brookfield était de moins de 1 M\$ (31 décembre 2017 – moins de 1 M\$) et il avait généré des intérêts de moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 (2017 – moins de 1 M\$ et de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 500 M\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 septembre 2018, des emprunts de néant (31 décembre 2017 – néant) étaient impayés.

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. De plus, nos filiales louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des produits de 6 M\$ et de 10 M\$, respectivement, ont été générés (2017 – 2 M\$ et 5 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois) et des charges de 1 M\$ et de 3 M\$, respectivement, ont été engagées (2017 – 2 M\$ et 3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Brookfield Infrastructure a recours à une filiale entièrement détenue par Brookfield pour négocier et souscrire de l'assurance, ainsi que pour évaluer le caractère adéquat de l'assurance au nom de notre société et de certaines filiales. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, Brookfield Infrastructure a versé moins de 1 M\$ pour ces services (2017 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

L'entreprise de ports au Royaume-Uni de Brookfield Infrastructure fournit des services maritimes portuaires selon les modalités en vigueur sur le marché à une filiale acquise par Brookfield Business Partners L.P. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des produits de 1 M\$ et de 3 M\$, respectivement, ont été générés (2017 – néant pour le trimestre et la période de neuf mois). De plus, l'entreprise de ports en Australie de Brookfield Infrastructure fournit des services de transport selon les modalités en vigueur sur le marché à une filiale de Brookfield Business Partners L.P. dans le cours normal des activités. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des produits de moins de 1 M\$ ont été générés (2017 – néant pour le trimestre et la période de neuf mois).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'électricité auprès d'une filiale de Brookfield Renewable Partners L.P. et la distribuent en son nom dans le cours normal des activités, selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, des produits de moins de 1 M\$ ont été générés (2017 – néant pour le trimestre et la période de neuf mois) et des charges de 3 M\$ et de 9 M\$, respectivement, ont été engagées (2017 – néant pour le trimestre et la période de neuf mois).

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2018, les lettres de crédit émises par nos filiales s'élevaient à 52 M\$ (31 décembre 2017 – 106 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ainsi que d'autres mesures définies par les normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le bénéfice ajusté et le capital investi présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées, et par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 9 des états financiers de la société. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de la société à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les autres produits, les amortissements, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent notre quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par la société répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers de façon proportionnelle parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre rendement global et à comprendre la quote-part revenant à la société des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation des résultats proportionnels comme outil d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats proportionnels différemment.

En raison de ces limites, notre information financière proportionnelle ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 76, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable avec les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté. Les capitaux propres de la société sont la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous vous invitons fortement à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas vous fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société.

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de certaines charges non récurrentes comme les coûts de résiliation et de transaction, ni des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur.

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

En outre, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, que nous définissons comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les flux de trésorerie liés aux opérations permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des flux de trésorerie liés aux opérations, les investisseurs se fient aux flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. Le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt sur le résultat exigible pour éliminer l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le bénéfice ajusté est une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de nos activités. Le bénéfice ajusté est défini comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de toute dotation aux amortissements additionnelle découlant de la réévaluation de nos immobilisations corporelles et de l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Même si nous sommes d'avis que les investissements de maintien constituent la mesure la plus juste des coûts liés à la préservation de notre capacité à générer des produits, nous reconnaissons que les investisseurs pourraient considérer l'amortissement en fonction du coût historique comme une mesure plus pertinente. Le bénéfice ajusté exclut l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture comptabilisés en résultat net et les profits ou pertes à la cession, puisque nous sommes d'avis que ces éléments ne reflètent pas la performance continue de nos activités sous-jacentes.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le bénéfice ajusté permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la performance de nos activités sous-jacentes et permet aux utilisateurs d'obtenir une meilleure comparabilité de notre performance avec nos pairs dans certains territoires et d'une période à l'autre.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS. Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice net	87 \$	151 \$	633 \$	332 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	188	215	569	541
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	32	(24)	36	(83)
Apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	125	150	409	427
Charge d'impôt sur le résultat	65	30	322	98
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(5)	18	(25)	65
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	(338)	—
Autres (charges) produits	(9)	(1)	(26)	13
Flux de trésorerie liés aux opérations consolidés	483	539	1 580	1 393
Flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(205)	(238)	(675)	(536)
Flux de trésorerie liés aux opérations	278	301	905	857
Investissements de maintien	(69)	(65)	(176)	(165)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	209	236	729	692
Remboursement de capital	(21)	(23)	(68)	(56)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés moins le remboursement de capital	188 \$	213 \$	661 \$	636 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations.
3. En ajustant les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut exclure la tranche des flux de trésorerie liés aux opérations gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » à la page 67.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société, et en ce qui concerne les postes Apport des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société des flux de trésorerie liés aux opérations connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société. Les flux de trésorerie liés aux opérations liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, l'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations tient à la dotation aux amortissements de 188 M\$ (2017 – 215 M\$), à notre quote-part de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises de 32 M\$ (2017 – quote-part du bénéfice de 24 M\$), à la charge d'impôt sur le résultat de 65 M\$ (2017 – 30 M\$), aux profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 5 M\$ (2017 – pertes de 18 M\$) et aux autres charges de 9 M\$ (2017 – 1 M\$), moins les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 205 M\$ (2017 – 238 M\$).

L'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés tient aux facteurs mentionnés précédemment ainsi qu'aux investissements de maintien de 69 M\$ (2017 – 65 M\$).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, l'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations tient à la dotation aux amortissements de 569 M\$ (2017 – 541 M\$), à notre quote-part de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises de 36 M\$ (2017 – quote-part du bénéfice de 83 M\$), à la charge d'impôt sur le résultat de 322 M\$ (2017 – 98 M\$), aux profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 25 M\$ (2017 – pertes de 65 M\$), au profit à la vente d'une entreprise associée de 338 M\$ (2017 – néant) et aux autres charges de 26 M\$ (2017 – produits de 13 M\$), moins les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 675 M\$ (2017 – 536 M\$).

L'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés tient aux facteurs mentionnés précédemment ainsi qu'aux investissements de maintien de 176 M\$ (2017 – 165 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non définie par les normes IFRS. Le BAIIA ajusté est présenté en fonction de notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice net	87 \$	151 \$	633 \$	332 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	188	215	569	541
Charges d'intérêts	140	114	379	315
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	32	(24)	36	(83)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	159	190	519	567
Charge d'impôt sur le résultat	65	30	322	98
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(5)	18	(25)	65
Profit à la vente d'entreprises associées	—	—	(338)	—
BAIIA ajusté consolidé	666	694	2 095	1 835
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(297)	(293)	(913)	(681)
BAIIA ajusté	369 \$	401 \$	1 182 \$	1 154 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition du BAIIA ajusté.
3. En ajustant le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut exclure la tranche du BAIIA ajusté gagné par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les normes IFRS » à la page 67.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société, et en ce qui concerne les postes Apport des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient essentiellement à la dotation aux amortissements de 188 M\$ (2017 – 215 M\$), à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées de 159 M\$ (2017 – 190 M\$) et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle de 297 M\$ (2017 – 293 M\$).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient essentiellement à la dotation aux amortissements de 569 M\$ (2017 – 541 M\$), à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées de 519 M\$ (2017 – 567 M\$), au profit à la vente d'entreprises associées de 338 M\$ (2017 – néant) et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle de 913 M\$ (2017 – 681 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société, la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté, une mesure financière non définie par les normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Bénéfice net attribuable à la société ¹	5 \$	19 \$	339 \$	54 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	85	93	256	262
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	11	26	138	111
Profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	—	—	(338)	—
Bénéfice ajusté	101 \$	138 \$	395 \$	427 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 85 M\$ (2017 – 93 M\$) et aux profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 11 M\$ (2017 – pertes de 26 M\$). Le bénéfice ajusté pour la période a été favorisé par la croissance interne enregistrée par la majorité de nos entreprises et par les acquisitions conclues au cours des douze derniers mois. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili ainsi que par le change.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 256 M\$ (2017 – 262 M\$) et aux pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 138 M\$ (2017 – 111 M\$). Le profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation représente un profit non récurrent lié à la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili. Le bénéfice ajusté pour la période a été favorisé par la croissance interne enregistrée par la majorité de nos entreprises et par les acquisitions conclues au cours des douze derniers mois. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili ainsi que par le change.

Le tableau suivant présente un rapprochement (de la perte nette) du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations par part, une mesure financière non définie par les normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,10) \$	(0,04) \$	0,53 \$	(0,13) \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	0,46	0,52	1,45	1,45
Impôt différé	(0,04)	0,02	0,01	0,04
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(0,08)	0,07	(0,17)	0,30
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	(0,86)	—
Pertes sur évaluation et autres	0,47	0,24	1,35	0,66
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ³	0,71 \$	0,81 \$	2,31 \$	2,32 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, il y avait en moyenne 276,8 millions et 276,7 millions de parts de société en commandite en circulation, respectivement (2017 – 262,6 millions et 260,6 millions).
3. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, il y avait en moyenne 394,2 millions et 394,1 millions de parts en circulation, respectivement (2017 – 373,9 millions et 371,0 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement (de la perte nette) du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté par part, une mesure financière non définie par les normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ¹	(0,10) \$	(0,04) \$	0,53 \$	(0,13) \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	0,22	0,25	0,66	0,70
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	0,14	0,16	0,68	0,59
Profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	—	—	(0,86)	—
Bénéfice ajusté par part ²	0,26 \$	0,37 \$	1,01 \$	1,16 \$

1. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, il y avait en moyenne 276,8 millions et 276,7 millions de parts de société en commandite en circulation, respectivement (2017 – 262,6 millions et 260,6 millions).
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, il y avait en moyenne 394,2 millions et 394,1 millions de parts en circulation, respectivement (2017 – 373,9 millions et 371,0 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement du capital de la société, la mesure définie par les normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non définie par les normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
Capitaux propres de la société	12 122 \$	13 474 \$
Déduire l'incidence des éléments suivants depuis la création :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	(5 144)	(5 875)
Déficit	1 066	1 366
Cumul des autres éléments du résultat global	18	(1 257)
Changements de participation	(109)	(109)
Capital investi	7 953 \$	7 599 \$

Le capital investi a augmenté en raison de l'émission de 157 M\$ de parts privilégiées de série 9 en janvier 2018, de l'émission de 185 M\$ de parts privilégiées de série 11 en septembre 2018 et d'un montant de 12 M\$ lié aux parts émises en mars, en juin et en septembre 2018 en vertu du régime de réinvestissement des distributions de notre société.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	7 764 \$	6 618 \$	7 599 \$	6 387 \$
Émission de parts privilégiées	185	—	342	220
Émission de parts de société en commandite et de parts de société en commandite rachetables	4	977	12	988
Solde de clôture	7 953 \$	7 595 \$	7 953 \$	7 595 \$
Moyenne pondérée du capital investi	7 801 \$	6 778 \$	7 760 \$	6 646 \$

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations (selon leur définition à la note 3, « Information sectorielle ») diminués des investissements de maintien. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés se sont élevés à 209 M\$ et à 729 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 (2017 – 236 M\$ et 692 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 s'est chiffré à 21 M\$ et à 68 M\$, respectivement (2017 – 23 M\$ et 56 M\$).

Notre société a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 et a enregistré un rendement du capital investi de 10 % et de 11 %, respectivement (2017 – 13 % et 13 %).

Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les amortissements par secteur, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils 1) comprennent la quote-part nous revenant du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par nous répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux suivants présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 76, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de notre état du résultat net conformément aux normes IFRS.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure									
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données ¹	Siège social	Total	Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ²
Produits	270 \$	385 \$	144 \$	40 \$	— \$	839 \$	(359) \$	687 \$	1 167 \$
Coûts attribués aux produits	(98)	(227)	(71)	(17)	—	(413)	200	(390)	(603)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(57)	(57)	—	—	(57)
BAIIA ajusté	172	158	73	23	(57)	369	(159)	297	
Autres (charges) produits	(9)	1	5	(1)	20	16	5	(30)	(9)
Charges d'intérêts	(33)	(40)	(19)	(3)	(12)	(107)	29	(62)	(140)
Flux de trésorerie liés aux opérations	130	119	59	19	(49)	278	(125)	205	
Amortissements	(42)	(81)	(39)	(18)	—	(180)	87	(95)	(188)
Impôt différé	(11)	28	(2)	1	1	17	(23)	(6)	(12)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(10)	(112)	(13)	1	24	(110)	93	(22)	(39)
Quote-part de la perte des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	(32)	—	(32)
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(82)	(82)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ³	67 \$	(46) \$	5 \$	3 \$	(24) \$	5 \$	— \$	— \$	5 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure									
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données ¹	Siège social	Total	Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ²
Produits	261 \$	411 \$	133 \$	42 \$	— \$	847 \$	(403) \$	517 \$	961 \$
Coûts attribués aux produits	(61)	(232)	(71)	(19)	—	(383)	213	(224)	(394)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(63)	(63)	—	—	(63)
BAIIA ajusté	200	179	62	23	(63)	401	(190)	293	
Autres (charges) produits	(2)	(2)	5	(1)	8	8	1	(10)	(1)
Charges d'intérêts	(28)	(41)	(19)	(3)	(17)	(108)	39	(45)	(114)
Flux de trésorerie liés aux opérations	170	136	48	19	(72)	301	(150)	238	
Amortissements	(58)	(82)	(36)	(19)	—	(195)	94	(114)	(215)
Impôt différé	(15)	3	(1)	3	4	(6)	—	(7)	(13)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(5)	(28)	(7)	(1)	(40)	(81)	32	15	(34)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	24	—	24
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(132)	(132)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ³	92 \$	29 \$	4 \$	2 \$	(108) \$	19 \$	— \$	— \$	19 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure									
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2018 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ²
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données ¹	Siège social	Total			
Produits	787 \$	1 219 \$	434 \$	128 \$	— \$	2 568 \$	(1 150) \$	1 806 \$	3 224 \$
Coûts attribués aux produits	(235)	(710)	(213)	(59)	—	(1 217)	631	(893)	(1 479)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(169)	(169)	—	—	(169)
BAIIA ajusté	552	509	221	69	(169)	1 182	(519)	913	
Autres (charges) produits	(20)	3	13	(3)	53	46	9	(81)	(26)
Charges d'intérêts	(94)	(123)	(55)	(9)	(42)	(323)	101	(157)	(379)
Flux de trésorerie liés aux opérations	438	389	179	57	(158)	905	(409)	675	
Amortissements	(143)	(265)	(110)	(55)	—	(573)	289	(285)	(569)
Impôt différé	(38)	40	(5)	3	2	2	(35)	(20)	(53)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(67)	(174)	(51)	2	(43)	(333)	191	(76)	(218)
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	—	—	338	338	—	—	338
Quote-part de la perte des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	(36)	—	(36)
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(294)	(294)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ³	190 \$	(10) \$	13 \$	7 \$	139 \$	339 \$	— \$	— \$	339 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure									
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2017 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ²
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données ¹	Siège social	Total			
Produits	715 \$	1 181 \$	398 \$	122 \$	— \$	2 416 \$	(1 191) \$	1 326 \$	2 551 \$
Coûts attribués aux produits	(182)	(666)	(187)	(54)	—	(1 089)	624	(645)	(1 110)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(173)	(173)	—	—	(173)
BAIIA ajusté	533	515	211	68	(173)	1 154	(567)	681	
Autres produits (charges)	(9)	(4)	11	(2)	35	31	8	(26)	13
Charges d'intérêts	(86)	(118)	(69)	(9)	(46)	(328)	132	(119)	(315)
Flux de trésorerie liés aux opérations	438	393	153	57	(184)	857	(427)	536	
Amortissements	(147)	(233)	(104)	(55)	—	(539)	273	(275)	(541)
Impôt différé	(33)	10	(1)	8	2	(14)	(1)	(16)	(31)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(33)	(67)	(26)	(3)	(121)	(250)	72	33	(145)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	83	—	83
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(278)	(278)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ³	225 \$	103 \$	22 \$	7 \$	(303) \$	54 \$	— \$	— \$	54 \$

1. Au cours du deuxième trimestre de 2018, notre secteur Infrastructures de communications a été renommé Infrastructures de données. Aucun changement n'a concurrentement été apporté aux activités qui composent ce secteur.
2. Le tableau ci-dessus présente les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence en vertu des normes IFRS. Il présente un rapprochement de chaque élément des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de la société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant des participations dans des entreprises associées de la société et de la présentation de la tranche de chaque élément attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.
3. Comprend le bénéfice net (la perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs de chaque secteur dans un format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs et prendre des décisions de nature opérationnelle, et pour évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent un rapprochement de nos actifs proportionnels et du total de l'actif présenté dans nos états consolidés de la situation financière au moyen de l'élimination du passif net inclus aux participations dans des entreprises associées, de la présentation de l'actif attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et de l'ajustement pour tenir compte de l'actif du fonds de roulement qui est porté en diminution du passif du fonds de roulement.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
AU 30 SEPTEMBRE 2018	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total				
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS										
Total de l'actif	4 729 \$	6 336 \$	3 118 \$	1 064 \$	(767) \$	14 480 \$	(2 390) \$	12 365 \$	4 877 \$	29 332 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
AU 31 DÉCEMBRE 2017	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total				
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS										
Total de l'actif	6 542 \$	6 990 \$	3 134 \$	1 049 \$	(1 083) \$	16 632 \$	(3 134) \$	11 668 \$	4 311 \$	29 477 \$

Analyse des éléments de rapprochement par secteur

Les tableaux suivants présentent des données et une analyse, le cas échéant, relatives aux variations importantes qui ont été enregistrées entre les périodes pour chaque secteur opérationnel ainsi qu'un rapprochement des apports des participations dans des entreprises associées et des attributions à la participation ne donnant pas le contrôle qui ont été utilisées pour calculer le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et le bénéfice net attribuable à notre société afin de favoriser la compréhension de la nature et des variations des éléments de rapprochement.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE

30 SEPTEMBRE 2018

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(5) \$	(82) \$	(52) \$	(20) \$	— \$	(159) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	245	28	24	—	—	297
BAIIA ajusté	240	(54)	(28)	(20)	—	138
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	2	19	12	1	—	34
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(69)	(17)	(6)	—	—	(92)
Flux de trésorerie liés aux opérations	173	(52)	(22)	(19)	—	80
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	3	63	40	19	—	125
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(176)	(11)	(18)	—	—	(205)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

**POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 SEPTEMBRE 2017**

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(28) \$	(94) \$	(45) \$	(23) \$	— \$	(190) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	232	39	23	—	(1)	293
BAIIA ajusté	204	(55)	(22)	(23)	(1)	103
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations²						
Apport des participations dans des entreprises associées	8	16	13	2	1	40
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(27)	(9)	(13)	—	(6)	(55)
Flux de trésorerie liés aux opérations	185	(48)	(22)	(21)	(6)	88
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société³						
Apport des participations dans des entreprises associées	20	78	32	21	(1)	150
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(205)	(30)	(10)	—	7	(238)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

**POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2018**

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(43) \$	(255) \$	(156) \$	(65) \$	— \$	(519) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	721	108	84	—	—	913
BAIIA ajusté	678	(147)	(72)	(65)	—	394
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations²						
Apport des participations dans des entreprises associées	10	58	35	7	—	110
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(157)	(54)	(28)	1	—	(238)
Flux de trésorerie liés aux opérations	531	(143)	(65)	(57)	—	266
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société³						
Apport des participations dans des entreprises associées	33	197	121	58	—	409
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(564)	(54)	(56)	(1)	—	(675)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

**POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2017**

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(91) \$	(260) \$	(146) \$	(69) \$	(1) \$	(567) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	498	115	87	—	(19)	681
BAIIA ajusté	407	(145)	(59)	(69)	(20)	114
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations²						
Apport des participations dans des entreprises associées	27	50	54	9	—	140
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(71)	(30)	(30)	—	(14)	(145)
Flux de trésorerie liés aux opérations	363	(125)	(35)	(60)	(34)	109
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société³						
Apport des participations dans des entreprises associées	64	210	92	60	1	427
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(427)	(85)	(57)	—	33	(536)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Produits, coûts attribués aux produits et frais généraux et administratifs.

2. Autres produits, charges d'intérêts et impôt en trésorerie.

3. Amortissements, impôt différé, ajustements à la juste valeur, autres charges, quote-part des bénéfices des entreprises associées et bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

Les apports des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ont diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili et de l'incidence du change. Cette diminution a été contrebalancée en partie par des produits additionnels provenant des initiatives de croissance interne, en particulier au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord.

L'attribution à la participation ne donnant pas le contrôle a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de l'incidence du change, contrebalancée en partie par des acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois.

Méthodes comptables et estimations critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges, qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal des activités de préparation des états financiers consolidés de Brookfield Infrastructure sont les suivants.

Instruments financiers

Les jugements critiques liés aux instruments financiers de notre société ont trait à l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture. Brookfield Infrastructure effectue continuellement des tests sur l'efficacité des couvertures en évaluant de façon prospective s'il est prévu ou non que les relations de couverture respecteront toutes les contraintes d'efficacité de la couverture. Inversement, notre société effectue un test rétrospectif sur l'efficacité des couvertures en évaluant si la relation de couverture a respecté toutes les contraintes d'efficacité de la couverture depuis la date de la désignation. Les estimations et hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes : le prix des instruments de capitaux propres et des marchandises, les taux d'intérêt futurs, la solvabilité de la société par rapport à ses contreparties, le risque de crédit de contrepartie pour la société, les flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 12, « Immobilisations corporelles », dans nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2017. La juste valeur des immobilisations corporelles de notre société est évaluée sur une base récurrente, et les dates de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs ont été fixées au 31 décembre 2017. Brookfield Infrastructure a déterminé la juste valeur au moyen de la méthode par les résultats, en tenant dûment compte de données importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale et l'horizon de placement global.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finale, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, la capacité d'utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

Normes comptables adoptées récemment

Brookfield Infrastructure a appliqué pour la première fois certaines nouvelles normes applicables à notre société qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018. L'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur les méthodes comptables de notre société est détaillée ci-dessous.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (« IFRS 15 »)

IFRS 15 précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés et prescrit la présentation d'informations plus instructives et pertinentes. Cette norme exige également la présentation d'informations additionnelles au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. Notre société a adopté la norme le 1^{er} janvier 2018 selon l'approche rétrospective modifiée. L'information comparative n'a pas été retraitée et elle continue d'être présentée en vertu des normes comptables en vigueur pour ces périodes. Outre les exigences additionnelles en matière d'informations à fournir, l'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés de la société et n'a par conséquent pas été incluse à la rubrique « Incidence cumulative des changements » ci-après.

Services publics

Les produits tirés des infrastructures de services publics proviennent du transport d'énergie et de gaz naturel et de la distribution d'énergie, ainsi que de l'entreprise liée au terminal réglementé en Australie de Brookfield Infrastructure. Les produits tirés du transport et de la distribution comportent une seule et même obligation de prestation pour chacune de ces activités qui est comptabilisée progressivement. Les produits liés aux raccordements relatifs à l'entreprise de distribution réglementée de Brookfield Infrastructure comportent une obligation de prestation distincte comptabilisée sur la période au cours de laquelle le raccordement est construit, en fonction d'une méthode d'évaluation du degré d'avancement fondée sur les intrants, puisque cette méthode reflète le mieux le transfert sous-jacent du contrôle. Les produits liés à l'infrastructure du terminal comprennent une charge liée à la capacité et une charge liée à la manutention associées à l'exploitation du terminal. Les contrats de service portant sur l'infrastructure du terminal comportent une obligation de prestation comptabilisée progressivement. En ce qui concerne la capacité, l'obligation de prestation est comptabilisée pour la période durant laquelle les services sont fournis, tandis que pour les services de manutention, elle est comptabilisée en fonction des tonnes de charbon expédiées par l'entremise du terminal au moment où les services sont fournis. Les modalités de paiement pour l'ensemble de nos entreprises du secteur des services publics prévoient un paiement à l'achèvement, à l'exception des produits liés aux raccordements, qui sont habituellement perçus initialement, avant la prestation de services.

Transport

Les produits tirés des infrastructures de transport sont principalement constitués des produits tirés des services de fret, des activités liées aux routes à péage et des services de transport. Ces services consistent en une seule et même obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés progressivement, à mesure que les services sont rendus, principalement en fonction de l'utilisation ou du volume au cours de la période. Les modalités de paiement de l'ensemble de nos entreprises du secteur du transport prévoient un paiement à la prestation du service de transport sous-jacent.

Énergie

Les produits tirés des infrastructures d'énergie sont principalement constitués des produits tirés des services de transport et de stockage d'énergie ainsi que des services liés à l'énergie de quartier. Les produits tirés des services de transport d'énergie se composent d'une seule et même obligation de prestation et ils sont comptabilisés progressivement, à mesure que les services sont rendus, principalement en fonction de l'utilisation ou du débit. Les obligations de prestation relatives aux contrats d'énergie de quartier sont remplies progressivement, à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés du stockage de gaz comportent une charge liée à la capacité et une charge variable; cependant, les services connexes sont hautement interdépendants et ils représentent une seule et même obligation de prestation qui est remplie progressivement, à mesure que les services sont rendus. Les modalités de paiement pour l'ensemble de nos entreprises du secteur de l'énergie prévoient un paiement à l'achèvement du service sous-jacent au cours d'une période donnée.

Infrastructures de données

Les produits liés aux infrastructures de données sont tirés des contrats conclus avec des clients des secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications aux fins de l'accès aux infrastructures. Ces contrats comportent des obligations de prestation qui sont remplies progressivement conformément aux accords sous-jacents. Les modalités de paiement pour nos entreprises du secteur des infrastructures de données prévoient des paiements initiaux et des paiements récurrents pour la location des tours en vue d'héberger le matériel des clients. Les diverses modalités de paiement ne constituent pas des obligations de prestation distinctes, puisque les produits sont comptabilisés progressivement pour la période au cours de laquelle les services sont fournis.

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

Cette norme établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. La norme comprend des modifications quant au classement de certains instruments financiers, comme il est expliqué ci-dessous. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la société. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, elle permet à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et elle permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. Notre société a adopté les normes au 1^{er} janvier 2018, de façon rétrospective, sans retraitement des périodes comparatives. Certaines relations de couverture liées à des expositions globales au risque de change sont désormais admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de cette norme. Par conséquent, la société a appliqué la comptabilité de couverture à ces relations de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2018. En outre, notre société a choisi d'évaluer certains contrats de stockage de gaz à la juste valeur par le biais du résultat net. Un ajustement cumulatif a été comptabilisé au titre des capitaux propres lors de l'adoption initiale, comme il est décrit à la rubrique « Incidence cumulative des changements ».

Classement des instruments financiers

Notre société classe la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs et autres au coût amorti. En outre, notre société maintient un portefeuille de titres négociables formé de titres de capitaux propres et d'emprunt liquides. Les titres négociables sont classés comme étant soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs dérivés sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, à l'exception des dérivés compris dans certaines relations de couverture. Les autres actifs financiers sont classés comme étant soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Par la suite, les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur à chaque date de clôture. En ce qui concerne les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. En ce qui concerne les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le cumul des profits ou des pertes liés aux instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'est pas reclassé en résultat net à la cession, tandis que le cumul des profits ou des pertes sur tous les autres actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global est reclassé en résultat net à la cession. En ce qui concerne les instruments financiers au coût amorti ou les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, la société évalue si le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale pour déterminer si elle doit comptabiliser des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ou pour les douze mois à venir. Toute correction de valeur pour perte connexe est comptabilisée dans le résultat net.

Les emprunts, les créiteurs et autres et les actions privilégiées sont classés au coût amorti, à l'exception des dérivés incorporés aux instruments financiers connexes. Les dérivés incorporés et tous les autres passifs dérivés sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont par la suite évalués à la juste valeur, à l'exception des dérivés liés à certaines relations de couverture. Les autres passifs financiers sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ou au coût amorti.

Les instruments financiers classés au coût amorti à l'adoption d'IFRS 9 étaient précédemment classés dans les prêts et créances. Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que certains titres négociables classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étaient précédemment classés dans les titres disponibles à la vente. La modification du classement n'a eu aucune incidence sur les valeurs comptables, et aucun changement n'a été apporté au classement des autres actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Comptabilité de couverture

Brookfield Infrastructure a recours, de manière sélective, à des instruments financiers dérivés, principalement pour gérer les risques financiers, notamment les risques de taux d'intérêt et les risques de change. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. La comptabilité de couverture est appliquée si le dérivé est désigné comme couverture d'un risque précis et si la relation de couverture satisfait à toutes les contraintes d'efficacité de la couverture. La société cesse d'appliquer la comptabilité de couverture de façon prospective lorsque l'instrument dérivé n'est plus admissible à titre de couverture ou lorsque la relation de couverture prend fin. Une fois que la société a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture, la variation cumulative de la juste valeur de l'instrument dérivé, qui avait été antérieurement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans le cadre de l'application de la comptabilité de couverture, est constatée en résultat net pendant la durée résiduelle de la relation de couverture initiale, à mesure que les montants liés à l'élément couvert sont comptabilisés en résultat net. Les actifs ou les passifs liés aux profits ou aux pertes latents liés à la valeur de marché sur les instruments financiers dérivés sont comptabilisés dans les actifs financiers et les passifs financiers, respectivement.

Les pertes et les profits réalisés ou latents sur les contrats de change désignés comme couvertures du risque de change découlant d'un investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont inclus dans les capitaux propres et dans le résultat net de la période au cours de laquelle la filiale est cédée en tout ou en partie et qu'il y a perte de contrôle. Les instruments financiers dérivés désignés à titre de couvertures pour compenser les variations correspondantes de la juste valeur des actifs, des passifs et des flux de trésorerie sont évalués à leur juste valeur estimative, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net ou à titre de composante des capitaux propres, selon le cas.

Les profits et les pertes latents sur les contrats de taux d'intérêt désignés comme couvertures des versements d'intérêt futurs variables sont inclus dans les capitaux propres à titre de couvertures de flux de trésorerie, lorsque le risque de taux d'intérêt a trait à un versement d'intérêt variable prévu. Les échanges de paiements périodiques sur les swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de la dette sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au titre d'ajustements des charges d'intérêts.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère (« IFRIC 22 »)

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à appliquer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) correspond à la date à laquelle une entité comptabilise pour la première fois l'actif non monétaire ou le passif non monétaire issu du paiement ou de la réception d'une contrepartie anticipée. La société a adopté la norme au 1^{er} janvier 2018, de façon prospective. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés de la société.

Incidence cumulative des changements

Les changements apportés à notre état consolidé résumé de la situation financière au 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de l'adoption d'IFRS 9 tiennent à notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord, qui a choisi de comptabiliser certains contrats sur marchandises physiques à titre d'instruments financiers en vertu d'IFRS 9. Ce choix a entraîné la comptabilisation de la juste valeur des contrats comme des actifs financiers ou des passifs financiers et du cumul des profits liés à la valeur de marché directement dans les capitaux propres de la société. L'incidence de ce choix s'est traduite par des augmentations respectives de 25 M\$, de 9 M\$ et de 16 M\$ du total de l'actif, du total du passif et du total des capitaux propres de la société.

L'adoption de toutes les autres normes comptables n'a eu aucune incidence sur nos actifs, sur nos passifs ou sur les capitaux propres de la société au 1^{er} janvier 2018.

IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »)

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes, et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

Notre société adoptera la norme selon une méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Nous achèverons la transition en utilisant la définition actuelle d'un contrat de location et prévoyons appliquer certaines exemptions en matière de transition, mesures de simplification et options en matière de choix des méthodes au moment de l'adoption de la nouvelle norme.

Après avoir mené des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées, notre société a mis en œuvre un plan d'adoption. Nous avons presque terminé de cerner, parmi les ententes contractuelles existantes, les contrats de location qui doivent être inscrits à l'actif en vertu de la nouvelle norme. Notre société procède actuellement à la quantification de la valeur actualisée des contrats de location cernés afin de déterminer l'incidence sur le solde d'ouverture des capitaux propres et à l'évaluation de l'incidence de l'adoption de la norme sur les autres postes des états financiers. Nous progressons comme prévu selon le plan d'adoption.

Les prochaines étapes comprennent l'évaluation de l'incidence sur les systèmes informatiques et les contrôles internes, l'examen des informations additionnelles à fournir en vertu de la nouvelle norme et l'achèvement de l'analyse de l'ajustement transitoire. Notre société continue d'évaluer l'incidence globale de cette norme IFRS sur ses états financiers consolidés.

Interprétations et modifications publiées mais non encore adoptées

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux (« IFRIC 23 »)

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré au cas par cas ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. Brookfield Infrastructure évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises (« IFRS 3 »)

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La modification clarifie la définition d'entreprise et aide les sociétés à déterminer si une acquisition est un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que l'objectif d'une entreprise est de fournir des biens et services à des clients et donne aussi des directives additionnelles. Notre société adoptera la norme de manière prospective et évalue actuellement l'incidence de cette modification sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Gas Natural, S.A. ESP et de Simhapuri Expressway Ltd, dont nous avons acquis le contrôle le 1^{er} juin 2018 et le 7 septembre 2018, respectivement. Les états financiers de ces entités constituent 7 % du total de l'actif, 9 % des capitaux propres de la société, 10 % des produits et 4 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société au 30 septembre 2018 et pour la période de neuf mois close à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges générales et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficiences opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes, des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités, du plan de financement pour nos sociétés en exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la présente lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telle qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou menées à terme) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.